

DREAL-UD69-AL
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ n° : DDPP-DREAL 2024-84
portant mise en demeure
de la société STOCA à Vénissieux**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu le 7 juin 2005 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société STOCA dans son établissement situé 3-5 chemin du Génie à Vénissieux ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 avril 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 12 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement, implanté chemin du Génie sur la commune de Vénissieux, a permis à l'Inspection des installations classées de constater que la société STOCA exploite des installations au sein desquelles se trouve un puits de prélèvement dans les eaux souterraines, actuellement non utilisé, sans avoir pris les dispositions nécessaires pour empêcher que des écoulements accidentels ne puissent atteindre ce puits en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que la société STOCA ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations situées 3-5 chemin du Génie à Vénissieux, les dispositions prévues au paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

Article 1

La société STOCA, pour le site qu'elle exploite 3-5 chemin du Génie à Vénissieux, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 en mettant en œuvre une solution technique permettant d'empêcher, y compris en cas d'incendie, tout effluent ou écoulement accidentel susceptible d'être pollué d'atteindre les eaux souterraines via le puits, dans un délai de 3 mois,

ou

- en faisant procéder au comblement du puits dans les règles de l'art, dans un délai de 6 mois.

Les délais fixés courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 5

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Vénissieux.